

Szita, Janos, *Perspectives for All-European Economic Cooperation*, A.W. Sijthoff, Leiden et Akadémia Kiado, Budapest, 1977, 372 p.

Paul Pilisi

Volume 10, numéro 2, 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700950ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700950ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pilisi, P. (1979). Compte rendu de [Szita, Janos, *Perspectives for All-European Economic Cooperation*, A.W. Sijthoff, Leiden et Akadémia Kiado, Budapest, 1977, 372 p.] *Études internationales*, 10(2), 413–416.
<https://doi.org/10.7202/700950ar>

plusieurs Américains peuvent difficilement croire que le Canada peut avoir des intérêts fondamentaux différents de ceux des États-Unis.

Il faut enfin ajouter un autre facteur qui a été très peu abordé par les participants (la conférence s'étant tenue deux mois avant l'élection du parti québécois), mais qui vient compliquer davantage le problème des relations canado-américaines dans le domaine culturel : celui de l'éveil culturel québécois dans les années soixante. Cet éveil culturel, selon Denis Smith, a eu une influence sur la communauté culturelle anglophone qui l'a considéré plus comme un exemple et une inspiration que comme une menace.

Ceci est vrai, à mon sens, davantage au niveau d'une élite qu'au sein de la population canadienne-anglaise. On assiste plutôt à l'heure actuelle au Canada à la confrontation de trois nationalismes. Confrontation intérieure entre le nationalisme culturel québécois de plus en plus offensif et sûr de lui-même et le nationalisme culturel canadien qui cherche à s'affirmer et qui revêt encore un caractère défensif. Confrontation extérieure entre ce dernier nationalisme et la présence américaine qui s'apparente à un impérialisme culturel utilisant des voies commerciales, le nationalisme québécois venant alors brouiller cette confrontation bilatérale et constituant l'autre volet d'une confrontation de plus en plus triangulaire.

On peut dire que, d'une façon générale, les « relations privilégiées » entre le Canada et les États-Unis ou ce que d'autres ont appelé le « système nord-américain » ont beaucoup évolué depuis la Deuxième Guerre mondiale et que désormais les relations canado-américaines doivent tenir compte d'un facteur nouveau qui est celui de la montée du nationalisme culturel canadien.

De plus, le problème du nationalisme culturel implique tout à la fois des charges émotives et des « sensibilités » nationales, des interventions gouvernementales et des intérêts privés, ainsi que des questions de technologie moderne qui transcende les

frontières, ce qui le rend certainement plus difficile à résoudre.

Cependant, quoi qu'on en dise, le nationalisme culturel s'inscrit clairement dans l'évolution des sociétés modernes partagées entre les forces d'intégration socio-économique et les forces de fragmentation politico-culturelle.

Réjean PELLETIER

*Département de science politique,
Université Laval*

SZITA, Janos, *Perspectives for All-European Economic Cooperation*, A. W. Sijthoff, Leiden et Akadémia Kiado, Budapest, 1977, 372p.

Non seulement le titre du livre, mais l'ouvrage lui-même témoigne d'une perspective et de l'existence même d'une coopération. Édité respectivement par la maison A. W. Sijthoff de Leyden en Hollande et par la maison d'édition de l'Académie de Hongrie, le livre de J. Szita s'inscrit parmi les efforts réciproques en matière de coopération économique européenne apparaissant depuis quelques années déjà.

Dans la préface à l'édition anglaise, l'auteur souligne, d'une part, l'esprit d'Helsinki dans le domaine de la coopération européenne et, d'autre part, l'appartenance des pays de l'Est à l'Europe.

L'ouvrage se divise en quatre parties. La première se propose d'examiner les changements survenus dans l'économie mondiale et dans les relations internationales eu égard à la « nouvelle période » dans la coopération économique des États européens. Si la description et l'approche, quant aux relations internationales, ne suivent pas les procédés de la science politique occidentale, cela s'explique par le fait que l'auteur est avant tout économiste et non politologue. Ces deux derniers termes n'ont d'ailleurs pas la même signification dans les pays socialistes. La

deuxième partie expose des approches et modèles, les problèmes et le programme d'action de la coopération du point de vue socialiste. La troisième partie analyse les principaux secteurs de l'intégration et, enfin, la quatrième se penche sur le mécanisme et le système institutionnel de la coopération.

Dans la première partie, l'auteur brosse un tableau général des changements intervenus dans les relations internationales et dans l'économie mondiale. Même si l'analyse de l'évolution des relations internationales reste substantiellement sommaire, l'effort de M. Szita est concentré sur les corrélations entre relations internationales et économie mondiale. Il insiste sur le rôle et l'influence des facteurs politiques en matière de rapports économiques et de coopération.

Hormis des facteurs économiques et géographiques favorables à la coopération, les États européens, ayant une tradition culturelle et scientifique commune, sont quasi prédestinés à coopérer malgré la différence de leurs systèmes socio-politiques. Bref, les intérêts communs entre pays socialistes et capitalistes européens sont nombreux.

Du point de vue socialiste, les pays de l'Est s'intéressent davantage à la coopération Est-Ouest liée au développement économique général, au commerce extérieur et à la recherche de la technologie occidentale. Dans cette perspective, les États capitalistes européens, à la recherche de nouveaux marchés, ont beaucoup d'intérêts à favoriser la coopération Est-Ouest. En outre, l'Europe de l'Est et de l'Ouest se trouvent ensemble dans le triangle États-Unis-Europe-Japon et l'existence d'une certaine communauté d'intérêt européen est pertinente.

Dans la deuxième partie, l'auteur estime que les conditions préalables à une coopération économique européenne sont avant tout politiques. Entre l'Est et l'Ouest, il existe un antagonisme idéologique fondamental, relié aux objectifs propres des deux systèmes. M. Szita rejette, avec la majorité des auteurs socialistes, les postulats de la théorie de la convergence en se référant aux

écrits du professeur Tinbergen. Cependant, il est une chose de dissenter sur les objectifs lointains du socialisme, il en est une autre de constater le fonctionnement du processus politique dans les pays de l'Est aussi bien que les mécanismes de l'État socialiste et de son économie. Se référant au traité de coopération franco-soviétique de 1966, l'auteur le propose comme modèle à suivre dans la coopération à l'échelle du continent. Cependant, il est difficilement concevable de projeter ce modèle de coopération au niveau européen. D'une part, la coopération, voire même la division socialiste du travail entre pays socialistes au sein du *COMECON* n'est pas comparable au niveau du procédé, du processus ou des objectifs de l'intégration européenne. Le maintien de la coopération entre chaque pays particulier, proposé depuis longtemps par les experts et responsables soviétiques et autres, est perçu en Occident comme une entrave au processus d'intégration en Europe de l'Ouest. D'autre part, cette proposition ou reprise de proposition de M. Szita est dépassée, car à partir du 1^{er} janvier 1975, la Commission unique de la Communauté européenne (C.E.) a la compétence pour diriger la politique commerciale communautaire vers l'extérieur. En parlant de deux intégrations, l'auteur reprend les idées, les contextes et les circonstances historiques qui étaient à la base de celles-ci. Cependant, il est bien connu que la majorité des auteurs occidentaux et même une partie des experts socialistes, refusent de considérer la division socialiste internationale du travail au sein du *COMECON* comme une véritable forme d'intégration.

Hormis ce malentendu épistémologique en matière d'intégration, il est intéressant de souligner l'idée de l'auteur, qui propose des « Plans européens » pour développer la coopération multilatérale et sectorielle. À son avis, ces « Plans européens » devraient assurer la coopération entre chaque pays d'abord, puis entre les deux « intégrations » en vue de développer une véritable coopération multilatérale à l'échelle du continent. Cette coopération devrait commencer progressivement dans tous les domaines, y com-

pris l'environnement. Il est indiscutable que les propositions de M. Szita sont constructives et qu'elles trouveront sans doute un écho dans les milieux occidentaux concernés.

Toutefois, il convient de mentionner que l'idée d'une coopération, voire intégration sectorielle était déjà exposée entre les deux guerres par l'économiste hongrois E. Hantos en vue de promouvoir l'intégration économique de l'Europe centrale ou l'établissement d'une « Communauté économique de l'Europe centrale » (*Mitteuropäische Wirtschaftsgemeinschaft*). Aux yeux de Hantos la « Communauté économique » n'était qu'une approche économique de l'unité politique régionale, puis européenne.

Les auteurs socialistes hongrois tels que F. Kozma, I. Berend et J. Szita s'inspirent d'une certaine tradition que la Hongrie avait connue aux XIX^e et XX^e siècles.

La troisième partie de l'ouvrage accorde une attention particulière au commerce extérieur. Quant aux échanges commerciaux entre la C.E. et le COMECON, il convient de regarder les faits. Ainsi, le commerce à l'intérieur du COMECON représente 60% à 65% du commerce extérieur des pays socialistes. Par contre, le commerce extérieur du COMECON avec la C.E. est 6 ou 7 fois plus important que la proportion du commerce extérieur de la C.E. vers l'Est. Les pays-membres de la C.E.E. n'ont en moyenne que 3,6% de leurs importations en provenance des pays du COMECON. En outre, la C.E. participe dans une proportion de plus de 40% dans le commerce mondial, tandis que la participation des pays de l'Est, y compris celle de l'URSS, ne retient qu'un faible taux de participation. La supériorité de la performance de la C.E. se manifeste dans le secteur de l'industrie comme dans le domaine monétaire. Il suffit de mentionner l'endettement alarmant des pays de l'Est envers les États occidentaux.

Les analyses et les démonstrations dans les secteurs tels que l'agriculture, transports et communications et télécommunications, etc., aboutissent à des idées et propositions

concrètes susceptibles de promouvoir le processus de la coopération européenne. Les facteurs tels que le tourisme constituent également un sujet de réflexion. C'est le mérite de l'auteur d'avoir évoqué ce facteur humain dans la coopération. En effet, il est souhaitable qu'à côté de la coopération industrielle ce facteur ne soit pas oublié. Les Européens de l'Est, longtemps coupés, manifestent leur attachement à la civilisation occidentale. Il est étonnant de constater avec l'auteur (p. 331) que 20% des touristes socialistes visitent les pays de l'Ouest et seulement 8% à 10% des touristes occidentaux se rendent dans les pays du COMECON.

Finalement, dans le cadre de la réflexion sur le mécanisme et le système institutionnel du développement, M. Szita propose la continuité des relations bilatérales entre chaque pays particulier. Étant donné que la rédaction de l'ouvrage se termine en 1974, l'auteur n'a pas pu apporter toute la réflexion voulue sur les développements récents en matière de coopération institutionnelle. Signalons seulement la visite d'une délégation ministérielle du COMECON au siège de la C.E. à Bruxelles le 21 septembre 1977. La C.S.C.E. à Belgrade du 4 octobre 1977 au 8 mars 1978 tout comme la réunion d'experts fixés à La Valette le 13 février 1979 avaient pour tâche d'examiner les possibilités et les moyens, des initiatives concrètes de coopération européenne.

Il est hors de doute que l'ouvrage de M. Szita fournit des idées et propositions que les experts et autorités de la C.E. considéreront avec attention.

Le texte, traduit du hongrois et écrit dans un langage utilisé par les experts dans les pays de l'Est, n'est pas surchargé des considérations idéologiques nuisibles à la clarté du discours. Le lecteur occidental averti est habitué en principe à la bonne compréhension de l'essentiel.

La bibliographie est composée d'ouvrages, documents et articles en provenance de l'Est et de l'Ouest. En dernière conclusion, il

s'agit d'une contribution positive au sujet en titre, utile pour tous ceux qui se préoccupent des relations Est-Ouest et de la coopération européenne.

Paul PILISI

*Département de science politique,
Université Laval*

YOUNG, Robert J., *In Command of France: French Foreign Policy and Military Planning, 1933-1940*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1978, xii + 346p.

Dans les trente dernières années la science historique a traversé ce qu'il ne serait pas exagéré d'appeler une révolution historiographique. Celle-ci est caractérisée par un plus grand alignement de l'histoire sur les sciences sociales, par une plus grande référence à la méthode quantitative, par un plus grand emploi de l'analyse comparative, par une plus grande acceptation de l'histoire marxiste. Ce livre n'a pas été touché par cette révolution. Basé sur des archives diplomatiques britanniques et françaises, il adopte une approche événementielle résolument étroite.

L'étude – une version remaniée de la thèse de doctorat de l'auteur soutenue à l'université de Londres en 1969 – est néanmoins ambitieuse. Elle ne cherche rien de moins que la réhabilitation des tentatives diplomatiques françaises pour éviter la guerre avec l'Allemagne, également la stratégie militaire entre 1933 et 1939. Pareille entreprise ne peut se qualifier d'ambitieuse quand on sait que la guerre ne fut pas évitée et que la France fut vaincue après une brève campagne qui ne dura que six semaines. Le professeur Young souhaite détruire le « mythe » de la chute de la France : que les Français n'ont pas réussi à protéger la Rhénanie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie en temps de paix, la Pologne, la Belgique et le Luxembourg en temps de

guerre ; que 1940 représenta un échec culturel, psychologique et politique de la part de la III^e République, de ses politiciens et de ses généraux. Le mythe de la sois-disant léthargie, du défaitisme et de l'incompétence, prétend l'auteur, fut propagé à la fois par le régime de Vichy, le mouvement de la France libre et a été repris par des écrivains contemporains et des historiens par la suite. Il soutient que le récent accès aux archives françaises et une libération des préjugés permettent une réévaluation.

L'auteur présente sa thèse chronologiquement, traitant la diplomatie et la stratégie militaire sous divers gouvernements et face à des crises successives à partir de 1933. Contre ce qu'il appelle la version orthodoxe, il soutient que des civils compétents et des dirigeants militaires furent à la tête de la France à cette époque, de sorte que leur stratégie fut basée sur une perception juste et comparable de la force – économique, démographique et militaire – de la France et de l'Allemagne. En effet, dans les années 1930 la rivalité entre les deux puissances devint manifestement inégale car la France fut irrémédiablement inférieure en termes de main-d'œuvre et de capacité industrielle. Par conséquent, la stratégie militaire reposait sur le fait que la France avait une longue frontière à défendre, et que si le Nord-Ouest était perdu, la guerre l'était aussi, que la stratégie à adopter devait être défensive dans une première phase suivie d'une guerre d'usure. Le professeur Young nie que la ligne Maginot fut construite par esprit de défaitisme, qu'elle engendra un faux sentiment de sécurité, qu'elle représentait un refus de considérer le principe d'une guerre mécanisée et mobile. La politique étrangère visait la signature d'alliances antiallemandes mais l'alliance convoitée était celle avec l'Angleterre. En vérité, la diplomatie réussit à obtenir ce que les stratèges jugeaient comme le seul prérequis essentiel à la guerre : une alliance avec les Britanniques. D'ailleurs, en septembre 1939, les dirigeants anglo-français ont développé